

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN

2025

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

MAISON FAMILIALE RURALE DE POUZAUGES
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

44, chemin des Puys
POUZAUGES (Vendée)

MAISON FAMILIALE RURALE DE POUZAUGES
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
44, chemin des Puys
POUZAUGES (Vendée)

Exercice clos le 30 juin 2025

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

MAISON FAMILIALE RURALE DE
POUZAUGES

Exercice clos le 30 juin 2025

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels

Aux membres de l'Association de la Maison Familiale Rurale de Pouzauges,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Association la **MAISON FAMILIALE RURALE DE POUZAUGES** relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

GROUPE Y BOISSEAU

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région Pays de la Loire - Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique

Membre de l'Association Technique A.T.H.

SAS au capital de 250 000 €

Siège social : 52 rue Jacques-Yves Cousteau - Bâtiment A - BP 409 - 85010 LA ROCHE-SUR-YON Cedex - Tél. : 02 51 62 22 01
RCS LA ROCHE-SUR-YON B 786 443 994 - APE 6920 Z - TVA : FR 24 786 443 934



Membre indépendant du réseau
international Moore Global.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des créances de votre association. Dans le cadre de nos travaux, nous avons apprécié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans cette note et leur correcte application.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

MAISON FAMILIALE RURALE DE
POUZAUGES

Exercice clos le 30 juin 2025

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon
le 9 décembre 2025
Le Commissaire aux comptes



Groupe Y – BOISSEAU
CHRISTOPHE POISSONNET

**MAISON FAMILIALE RURALE DE
POUZAUGES**

Exercice clos le 30 juin 2025

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels

COMPTES ANNUELS



Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	1 400	1 408
Ventes de biens et services		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 094 704	888 046
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	536 835	511 378
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	32 365	26 581
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	42	262
Total (I)	1 665 346	1 427 675
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif	12	12
Autres intérêts et produits assimilés	971	352
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	983	365
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		8 105
Produits exceptionnels sur opérations en capital	23 873	26 433
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total (III)	23 873	34 538
Total des produits (I+II+III)	1 690 203	1 462 578
Solde débiteur = Déficit		
Total général	1 690 203	1 462 578

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Achats de marchandises	118 027	132 277
Variation de stocks	(982)	594
Autres achats et charges externes	455 857	471 443
Aides financières	7 800	
Impôts, taxes et versements assimilés	13 788	14 025
Salaires et traitements	510 557	519 547
Charges sociales	161 897	168 479
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	80 984	76 825
Dotations aux provisions	3 410	1 508
Report en fonds dédiés		
Autres charges	1 812	971
Total (I)	1 353 152	1 385 668
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 181	2 289
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	3 181	2 289
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	794	1 662
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	124	379
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total (III)	918	2 041
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)		
Total des charges (I+II+III)	1 357 251	1 389 998
Solde créditeur = Excédent	332 952	72 580
Total général	1 690 203	1 462 578

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS		

06
07
08
09
10

BILAN

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	8 037	8 037		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	126 473	33 993	92 480	100 147
Constructions	1 201 330	959 057	242 273	281 498
Installations techniques, mat. et outillage indus.	50 493	40 153	10 340	17 247
Autres immobilisations corporelles	300 633	165 822	134 811	112 693
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	398		398	398
Prêts				
Autres immobilisations financières	76		76	541
Total I	1 687 441	1 207 062	480 379	512 524
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours	7 222		7 222	6 239
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhr., usagers et cpt. Rattachés	160 152	6 905	153 246	114 771
Autres créances	13 610		13 610	29 427
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	464 812		464 812	138 169
Charges constatées d'avance	16 494		16 494	19 653
Total II	662 289	6 905	655 384	308 259
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	2 349 730	1 213 967	1 135 762	820 783
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
Engagements reçus				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	160 585	88 005
Excédent ou déficit de l'exercice	332 952	72 580
Situation nette (sous total)	493 537	160 585
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	107 388	131 261
Provisions réglementées		
Total I	600 925	291 846
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	16 776	14 813
Total III	16 776	14 813
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	141 485	169 220
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	92 250	58 953
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	160 991	170 252
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	85 245	73 245
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	38 092	42 454
Total IV	518 062	514 124
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 135 762	820 783

ANNEXE 1

Objet social de l'association

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Moyens mis en oeuvre

Règles et méthodes comptables

Engagements financiers et autres informations

Notes sur le Bilan Actif

Notes sur le Bilan Passif

Informations sur le compte de résultat

Immobilisations

Amortissements

Provisions

Etat des échéances

Fonds de Roulement

ANNEXE

Total du bilan avant répartition 1 135 762 € **Résultat** : 332 952 €

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le par le Conseil d'Administration.

1 - OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale :

MFR POUZAUGES

est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901. Sa durée est illimitée.

Son siège social est établi :

44 chemin des puys - BP 262 85702 POUZAUGES

L'association a pour but

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant,

- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale,

- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial,

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue,

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas, d'hébergement... dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association,

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints,

- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison.

2 - NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

	TYPE DE FINANCEMENT ET EFFECTIFS		
	Ministère de l'Agriculture au 01/10/2024	Apprentissage au 01/01/2025	Formation Professionnelle Continue
• 4ème d'orientation	11		
• 3ème d'orientation	45		
• BAC PRO Services aux personnes et aux territoires	51	69	
• Formation intra-entreprises			
TOTAL	107	69	
<i>TOTAL N-1</i>	<i>110</i>	<i>51</i>	<i>112 h</i>

L'association propose ses bâtiments à la location le week-end et pendant les vacances scolaires.

3 - MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'association est propriétaire de ses locaux d'une superficie de 1 314 m², comprenant 3 salles de cours pour 202 m².

L'association a employé 22 salariés soit une moyenne de 14,68 ETP dont 7,79 ETP en enseignement.

L'association a signé un contrat avec le Ministère de l'Agriculture pour le financement des formations initiales agricoles.

Provenance des financements :

Ministère de l'agriculture (31 %)

OPCO apprentissage (38 %)

Hébergement restauration voyages actions familles (26 %)

Locations, repas extérieurs (3 %)

Conseil Régional (1 %)

Taxe d'apprentissage (1 %)

4 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis en respectant les règles comptables édictées par les règlements ANC n° 2014-03 et 2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations corporelles : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production,
- Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue - Les différents composants d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes,
- Stocks : ils sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.

Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Provision retraite : Elle est calculée selon plusieurs paramètres :

1. L'âge de départ théorique : 64 ans
2. Taux d'actualisation : 3,70 %
3. La moyenne des salaires des 12 derniers mois
4. Taux moyen de charges sociales 33,15 %
5. Un taux de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise à 64 ans
6. Le nombre de mois dus par l'employeur en fonction de l'ancienneté (selon la convention collective) :
 - Inférieur à 10 ans : 0 mois
 - 10 à 15 ans : 0.5 mois
 - 15 à 20 ans : 1 mois
 - 20 à 30 ans : 1.5 mois
 - + 30 ans : 2 mois

5 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagements donnés : Néant

Dettes garanties par des sûretés réelles : Néant

Faits significatifs : Néant

Autres informations significatives : Néant

Honoraires commissaires aux comptes : 7 152 €

ANNEXE

6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé : cf tableau joint

Etat des créances : cf tableau joint

Montant des stocks : 7222 €

Etat des provisions clients : cf tableau joint

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan :	23 237,17	
- Factures à établir		19 489,17
- ASP aide apprenti		500,00
- OCAPIAT formations du personnel		3 248,00
Charges constatées d'avance :	16 493,71	
- Charges d'exploitation :		16 493,71

7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Subventions d'équipement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en #131 et une quote-part est reprise en résultat tous les ans parallèlement à l'amortissement des biens financés, conformément au règlement ANC 2018-06 (traitement identique au cours des exercices précédents).

Etat des dettes : cf tableau joint

Charges à payer incluses dans les postes du bilan :	79 937,24	
- Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit		158,47
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés		21 184,64
- Dettes sociales		53 433,70
- Dettes fiscales		5 160,43
Produits constatés d'avance :	38 091,60	
- OPCO participation formations		32 201,60
- Conseil Régional subvention fonctionnement		5 890,00

ANNEXE

8 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

- Etat Ministère de l'Agriculture	511 711,20
- Conseil Régional/communes	9 355,00
- Autres subventions	

Contributions financières :

Néant

Contributions volontaires en nature

L'association n'a pas valorisé les contributions volontaires en nature dans la mesure où ces contributions sont très limitées. En ce sens, la comptabilisation des CVN n'est pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité de l'association.

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Etat des immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	8 037			8 037
Terrains	126 473			126 473
Constructions sur sol propre	184 450			184 450
Constructions sur sol d'autrui	1 016 880			1 016 880
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel	50 493			50 493
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	45 282			45 282
Matériel de bureau, informatique et mobilier	138 489	43 646	457	181 677
Matériel et outillage d'internat	67 892	5 783		73 675
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	1 629 959	49 428	457	1 678 930
Participations				
Autres titres immobilisés	398	398	398	398
Prêts et autres immobilisations financières	541		465	76
Total des immobilisations financières	939	398	863	474
TOTAL	1 638 935	49 827	1 321	1 687 441

Etat des amortissements

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	8 037			8 037
Terrains	26 326	7 667		33 993
Constructions sur sol propre	184 450			184 450
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	735 382	39 225		774 607
Installations techniques, matériel et outillage industriels	33 247	7 181	275	40 153
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	45 282			45 282
Mat de bureau et informatique, mobilier	58 967	20 199	386	78 779
Mat et outillage d'internat	34 721	7 040		41 761
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	1 118 374	81 312	661	1 199 025
TOTAL	1 126 411	81 312	661	1 207 062

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	14 813	1 963		16 776
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges		(0)	(0)	0
TOTAL	14 813	1 963	(0)	16 776

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	10 300	1 447	4 842	6 905
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	10 300	1 447	4 842	6 905
TOTAL GÉNÉRAL	25 113	3 410	4 842	23 681

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances				Etat des dettes			
Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus
Créances rattachées à des participations				Emprunts obligataires convertibles			
Prêts				Autres emprunts obligataires			
				Auprès des organismes de crédit :			
Autres immobilisations financières	76		76	- à 1 an maximum à l'origine			
Total de l'actif immobilisé	76		76	- à plus de 1 an à l'origine	141 485	26 663	95 921
Clients douteux ou litigieux	6 905	6 905		Emprunts et dettes financières divers			
Autres créances clients	153 246	153 246		Fournisseurs et comptes rattachés	92 250	92 250	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie				Personnel et comptes rattachés	39 895	39 895	
Personnel et comptes rattachés				Sécurité sociale et autres organismes sociaux	44 228	44 228	18 901
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				Impôts sur les bénéfices			
Etat – Impôts sur les bénéfices				Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée				Obligations cautionnées			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	5 280	5 280		Autres impôts, taxes et assimilés	76 869	76 869	
Etat – Divers	6 935	6 935		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Groupes et associés				Groupe et associés	71 316	71 316	
Débiteurs divers	1 395	1 395		Autres dettes	13 928	13 928	
Total de l'actif circulant	173 761	173 761		Dettes représentative de titres empruntés ou remis en garantie			
Charges constatées d'avance	16 494	16 494		Produits constatés d'avance	38 092	38 092	
TOTAL	190 331	190 255	76	TOTAL	518 062	403 240	18 901

TABEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSUMMATION	Autres mouvements	A LA CLÔTURE
Fonds propres sans droits de reprise						
Fonds propres avec droits de reprise						-
Ecartis de réévaluation						-
Réserves						-
Autres réserves						-
Report à nouveau	88 005	72 580				160 585
Excédent ou déficit de l'exercice	72 580	-72 580			332 952	332 952
Situation nette	160 585		-	-	332 952	493 537
Fonds propres comptables						
Subventions investissement	131 261			23 873		107 388
Provisions réglementées						-
TOTAL	291 846	-	-	23 873	332 952	600 924



GROUPE Y - BOISSEAU

52 rue Jacques-Yves-Cousteau
BP 409
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01